



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE LITTORAL

l'agglø

DELIBERATION N° 125/2024/CACL

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU VENDREDI 04 OCTOBRE 2024 À 09H00
AU SIEGE SOCIAL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE LITTORAL

PORTANT APPROBATION DE LA MISE EN PLACE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Nombre de Conseillers en exercice : 49
Nombre de Procurations : 4

Nombre de Conseillers Présents : 25
Date de la convocation : 10 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vendredi quatre octobre à neuf heures, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL), se sont réunis pour la tenue d'une séance plénière au siège social de la CACL, sous la présidence de Monsieur Serge SMOCK.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Monique AZER – Ruth BIDIU-CEPRIKA - Pascal BRIQUET - Louis-Mike CALUMEY - Kenny CHEN-TUNG - Claire CHINON - Xavier CLERVAUX - Nadine COLIN - Yahya DAOUDI - Michel DUBOILLÉ – Thierry ELIBOX - Serge FELIX – Teed GASPARD – – Farah GRISET-KHAN – Roland LOE-MIE – Yolande MILZINK-CINCINAT – Claude PLENET – Stéphanie PREVOT-BOULARD - Anne-Michèle ROBINSON - Magali ROBO - Hélène SERVIUS - Rolande SILEBER – Serge SMOCK – Sandra TROCHIMARA – Patricia VICTOR

PROCURATIONS : Gilles ADELSON donne procuration à Monique AZER – Christian FAUBERT donne procuration à Sandra TROCHIMARA – Sandrine JACQUES donne procuration à Serge SMOCK – Phong LY donne procuration à Kenny CHEN-TUNG -

ÉTAIENT ABSENTS : Serge BAFAU – Dominique BERTONI - Daniel CASTOR - Jean-Philippe CHAMBRIER - Albanie CIPPE - Liser CLIFFORD – Seedna DELAR – Corinne DIMANCHE – Eugène EPAILLY – Elaine JEAN – Patrick LECANTE – Chester LEONCE – Mikael MANCÉE – Tineffa NAÏSSO – Hélène PAUL – Axel RINO – Corine SIGER – Eliodore TORVIC - Julner BELIZAIRE – Nestor GOVINDIN

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nadine COLIN

29 POUR	Monique AZER – Ruth BIDIU-CEPRIKA - Pascal BRIQUET - Louis-Mike CALUMEY - Kenny CHEN-TUNG - Claire CHINON - Xavier CLERVAUX - Nadine COLIN - Yahya DAOUDI - Michel DUBOILLÉ – Thierry ELIBOX - Serge FELIX – Teed GASPARD – – Farah GRISET-KHAN – Roland LOE-MIE – Yolande MILZINK-CINCINAT – Claude PLENET – Stéphanie PREVOT-BOULARD - Anne-Michèle ROBINSON -
---------	--

	Magali ROBO - Hélène SERVIUS - Rolande SILEBER – Serge SMOCK – Sandra TROCHIMARA – Patricia VICTOR Gilles ADELSON – Christian FAUBERT – Sandrine JACQUES – Phong LY
0 CONTRE	
0 ABSTENTION	

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment l’article L.424-1 ;

Vu le Code du travail, notamment les articles L.6222-1 et suivants, D.6222-1 et suivants et L.6227-1    L.6227-12 et D.6271-1    D.6275-5 ;

Vu le décret n   2022-280 du 28 février 2022 déterminant les conditions de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique Territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

Vu la circulaire ministérielle Nor R DFF1507087C du 8 avril 2025 relative à la mise en œuvre de l’apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   698/2D/2B en date du 9 juin 1997 portant création de la C.C.C.L. ;

Vu l’Arrêté Préfectoral modificatif N  1 n   316/2D/1B du 21 février 2005 portant extension des compétences ;

Vu l’Arrêté Préfectoral modificatif N   3179/2D/1B du 5 décembre 2007 portant définition de l’intérêt communautaire de la communauté de communes du centre littoral ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   312/2D/1B du 18 février 2008 portant transfert de la compétence des déchets ménagers à la communauté de communes du centre littoral ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   1001/ SG/2D/1B du 18 mai 2009 portant transfert de la compétence réalisation et gestion d’une fourrière animale ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   436-1/SG/2D/1B du 18 mars 2011 portant transfert de compétences, en vue de la création ultérieure d’une Communauté d’Agglomération ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   2060/SG-2D-1B/2013 du 19 novembre 2013 relatif aux modalités financières définitive accompagnant le transfert de la compétence « transport scolaire » du Conseil Général de la Guyane à la Communauté d’Agglomération du Centre Littoral ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   2134/SG/2D/1B en date du 23 décembre 2011 portant transformation de la CCCL en Communauté d’Agglomération modifié ;

Vu l’Arrêté Préfectoral N   154-CBC-20 du 29 juillet 2020 portant approbation des compétences transférées et actualisation des statuts de la Communauté d’Agglomération du Centre Littoral ;

Vu la Délibération N° 117/2016/CACL du 29 septembre 2016 portant modification des statuts de la CACL ;

Vu l'avis favorable du comité technique du lundi 16 septembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Finances/Fiscalité lundi 23 septembre 2024 ;

Vu l'avis favorable du Bureau du mercredi 25 septembre 2024 ;

Vu le **Rapport N° 124/2024/CACL** relatif aux modalités de mise en place du contrat d'apprentissage.

Considérant qu'au sein du secteur public non industriel et commercial, le contrat d'apprentissage est un contrat de travail à durée déterminée conclu entre un apprenti ou son représentant légal et un employeur.

L'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie dans la collectivité territoriale ou dans l'établissement public et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage.

L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation.

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ;

Considérant que ce dispositif peut être ouvert, sous condition et par exception, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus (personne dont la qualité de travailleur handicapé est reconnue ; personne qui envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un diplôme notamment) ;

Considérant que cette formation en alternance, sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre, présente un intérêt tant pour les personnes accueillies que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante d'autoriser le recours au contrat d'apprentissage dont les modalités d'accueil et de formation sont fixées par les dispositions légales et réglementaires, et en particulier par le code du travail ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1^{ER}

De prendre acte du Rapport N° 124/2024/CACL relatif à la mise en place du contrat d'apprentissage au sein de la CACL.

ARTICLE 2

De décider de recourir aux contrats d'apprentissage à compter de la rentrée 2024, selon la répartition suivante :

Direction	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la formation
DHE	1	Licence ou Master	1 à 3 ans
DHAM	1	Licence ou Master	1 à 3 ans
DDAE	1	Licence ou Master	1 à 3 ans
DGA- Transition écologique	1	Licence ou Master	1 à 3 ans
DRH	1	Licence ou Master	1 à 3 ans
DAFP	1	Licence ou Master	1 à 3 ans

ARTICLE 3

De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal M57, au chapitre 012 de nos documents budgétaires.

ARTICLE 5

D'autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis

Mention des voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Cayenne sis 7 Rue Victor Schoelcher – 97300 Cayenne dans un délai de deux mois suivant sa publication ou son affichage.

Fait et délibéré à Matoury, en séance publique,
Le vendredi 04 octobre 2024

POUR EXTRAIT ET CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DU CENTRE LITTORAL

Serge SMOCK